



Obtenez votre carte e-ID pour bénéficier des services sociaux de base !

**e-ID TOGO** Une identité pour tous

Pré-enregistrez-vous sur : <https://preinscription.anid.gouv.tg>

Numéro vert 8283 | anid | WURI

[www.journal-lemedium.com](http://www.journal-lemedium.com)

# LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #  
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0653 du 20 au 26 Mai 2025- Prix : 250 F CFA

## TOGO-POLITIQUE-ANIMATION :

**AJUSTEMENT DES PRIX DE L'ENERGIE ELECTRIQUE :**  
**« La CEET ne peut plus soutenir la vente à perte » selon le Gouvernement P.4**



# HYPOCRISIE ET MÉCHANCETÉ

P.3

**Mégas Kozoooh**

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg #Alèz



250F 250Mo | +100F 375Mo

\*909\*250# 1jour

**Compte Epargne Enfant**

Parce que demain se prépare aujourd'hui.



**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP

www.boatoogo.com

**EDITO****La réussite,  
une décision  
courageuse**

**D**ans notre société, force est de constater que l'Homme qui y est né et vit, connaît des réussites et quelques fois des échecs dans ses entreprises.

Sous le coup de la déception, on se trouve rapidement des causes d'échecs et c'est le prochain qui en serait responsable. On s'évite de se mirer et de faire cet exercice d'introspection. Oubliant que l'ennemi que nous combattons tous les jours se trouve en nous-mêmes. Pourtant, l'Homme dispose de tous les outils nécessaires pour réussir. Il suffirait très simplement de savoir les manier, les utiliser à bon escient.

S'il est reconnu que la réussite est au bout de l'effort, il sied aussi de cheminer dans la réflexion avec Peter Drucker en s'appropriant sa pensée " Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous que c'est parce qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse ".

Avoir une vision c'est bien, mais faut-il encore avoir suffisamment de courage pour la transformer en réalité. Le courage est ce qui fait toute la différence.

C'est dire, qu'on peut mettre en place tous les plans qu'on veut, on peut tout préparer, tout anticiper, mais si on n'a suffisamment de courage pour agir, pour passer à l'action, on ne sera qu'un simple rêveur parmi tant d'autres. Car agir demande souvent du courage, nous enseigne-t-on.

Et lorsqu'on parle de réussite comme une décision courageuse, il faut tout de même reconnaître qu' "une petite impatience ruine un grand projet". Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais un Proverbe Chinois. Le courage a bien sa place dans toute réussite. Mais il ne faudra pas perdre de vue qu'une petite impatience peut tout faire échouer. Autrement, lorsque nous nous engageons dans une nouvelle voie ou lorsque nous voulons accomplir quelque chose qui nous tient réellement à cœur, nous avons souvent envie d'y parvenir le plus rapidement possible. Nous avons envie d'avoir des résultats tout de suite.

Or, la poursuite d'un rêve ou l'accomplissement d'un projet quelconque doit toujours être une aventure. Pas de précipitation. Il faut prendre le temps, et apprécier le voyage. Et surtout être courageux pour réussir.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

**METEO/PREVISIONS DE L'ANAMET :****LA PLUVIOMETRIE SERA DEFICITAIRE AU SUD DU TOGO**

**L'**Agence nationale de la Météorologie (ANAMET) a présenté ses prévisions pour la grande saison des pluies dans le Sud-Togo. Dr Latifou Issaou, DG de ANAMET et ses collaborateurs étaient devant la presse ce 14 mars 2025, pour donner les tendances attendues sur les différents plans : climatique, agricole et hydrologique.

Des précipitations déficitaires sont attendues dans le sud de la région Maritime et le nord de la région Centrale, évoluant vers une situation normale entre le mois de mars à mai. En revanche, le reste du pays connaîtra une pluviométrie normale à tendance excédentaire. Entre avril et juin, les précipitations seront généralement normales à excédentaires sur tout le territoire.

Sur le plan agrométéorologique, la saison des pluies devrait démarquer tardivement dans le Sud-Togo. Les dates de fin de saison agricole seront précoces à normales dans les régions des Plateaux et Maritime. Des séquences sèches longues à tendance normale sont également attendues, aussi bien en début qu'en fin de saison. Certaines localités comme Tsevié, Assanhoun et Agbelouvé ont déjà reçu des pluies importantes, permettant aux populations de préparer les activités agricoles. Cependant, à Lomé et dans le sud-ouest, les précipitations tardent à arriver, compliquant la situation pour les agriculteurs.



Photo de famille

Face à une saison des pluies plus courtes et plus irrégulières, il est primordial que les populations, les agriculteurs et les autorités prennent les mesures nécessaires pour minimiser les risques et s'adapter aux nouvelles réalités climatiques. " Pour les agriculteurs, il est essentiel d'utiliser des variétés à cycles courts. En effet, les prévisions indiquent que, dans le Sud-Togo, la saison des pluies commencera plus tard que d'habitude et se terminera plus tôt. Face à cette durée raccourcie, il est crucial d'adopter des variétés adaptées pour assurer une production suffisante et répondre aux besoins de la population ", conseille le directeur général de l'ANAMET.

La situation sera excédentaire dans le bassin du Mono inférieur, s'agissant de l'hydraulique. Quant au bassin du Lac Togo, il devrait

enregistrer une situation normale à excédentaire, laissant prévoir des risques d'inondations dans certaines zones riveraines. " En ce qui concerne les inondations, les observations et prévisions indiquent qu'au niveau des différents bassins, la situation sera normale à excédentaire. Cela signifie que certaines rivières risquent de déborder, et il est essentiel que les populations riveraines prennent des dispositions pour évacuer temporairement les zones à risque, en attendant un retour à la normale ", a précisé Dr Issaou.

Pour le Grand Lomé, il est particulièrement important d'anticiper et de prendre les mesures nécessaires. " L'État a d'ailleurs déjà engagé des actions en ce sens, notamment à travers la plateforme de réduction des risques et des catastrophes. Un ensemble de mesures a été mis en

place pour renforcer la résilience des populations face aux phénomènes de stagnation des eaux, qui surviennent lors de périodes à haut risque ", a rappelé le responsable de l'ANAMET.

L'ANAMET est confrontée à un manque de ressources adéquates pour mener à bien ses activités. Cette situation complique la diffusion des informations météorologiques essentielles à la population et aux agriculteurs. Une collaboration poussée est souhaitée entre l'ANAMET, l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC), la Croix Rouge Togolaise (CRT) et la Croix-Rouge d'une part pour l'anticipation des risques climatiques et d'autre part, l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) afin d'adapter les variétés agricoles aux changements climatiques.

Dodo Abalo

**TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ :****Le Ghana connaît un taux d'augmentation de 14,75 % depuis le 3 mai 2025**

**L**a Commission de régulation des services publics au Ghana (PURC) avait dans un communiqué annoncé des révisions tarifaires concernant l'électricité à partir du 3 mai 2025.

Plus précisément, il s'agit d'une hausse de 14,75 % motivée par des ajustements intervenus après un examen trimestriel réalisé par la Commission ghanéenne, dans le but de maintenir la stabilité financière des fournisseurs de services.

Il faut noter que sur les dernières années, le Ghana est un exportateur net d'électricité, avec 2 527 GWh exportés en 2023 (10% de sa production totale) et des importations faibles (79 GWh).

Le Ghana dispose d'un taux d'électrification de 89%, parmi les plus élevés d'Afrique Sub-Saharienne, mais l'accès à l'électricité n'y est pas fiable. Le pays vise un accès universel à l'électricité en 2030 et compte combler l'écart entre zones urbaines et zones rurales au travers de projets d'électrifications hors réseau et un système de mini-réseaux.

La tarification de l'électricité



couplée à une gestion perfectible des acteurs publics sont des contraintes majeures qui pèsent sur le budget du Ghana et entrave l'activité des entreprises. La bonne mise en œuvre du Plan de Relance du Secteur de l'Energie (ESRP), l'un des piliers programme FMI, sera cruciale pour que le Ghana retrouve un secteur électrique fiable et performant.

La gestion d'Electricity Company of Ghana (ECG), distributeur public d'électricité, et le mauvais état de son réseau pénalisent le secteur. ECG est le distributeur prin-

cipal du pays et couvre 36% du territoire (tiers sud du pays) mais distribue 90% du volume total. C'est l'une des plus importantes entreprises publiques du pays mais son bilan s'est fortement dégradé lors des coupures de courant des années durs (2012-2016). Précisons que le Ghana exporte également de l'électricité vers le Togo, le Bénin et le Burkina Faso.

L'or représente 97% des minerais exploités au Ghana, les autres étant le manganèse (2,7%), la bauxite (0,3%), le diamant (0,1%) et le

lithium. L'extraction d'or est principalement localisée dans les régions Ouest et Ashanti.

**Un ajustement des tarifs d'électricité d'environ 12,5% au Togo**

Au Togo, un ajustement des tarifs d'environ 12,5% a été effectif suivant les termes d'un arrêté interministériel en date du 24 mars 2025 et publié au Journal officiel.

Cet ajustement au Togo, selon nos informations, s'inscrit dans une réforme de la tarification de l'électricité par la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). C'est une nouvelle grille tarifaire de l'électricité qui s'inscrit dans une démarche plus progressive, avec un effort particulier pour préserver les ménages les plus vulnérables. Ce qui entretient des conditions préférentielles en vue de renforcer l'attractivité du pays pour les investissements industriels à forte intensité énergétique.

Précisons que l'arrêté prévoit aussi une révision annuelle de la grille tarifaire, sur la base de l'évolution des coûts, des performances du réseau, et des objectifs d'inclusion énergétique.

Crédo TETTEH

# TOGO-POLITIQUE-ANIMATION : HYPOCRISIE ET MÉCHANCETÉ

*La vie politique au Togo est Lassez particulière. En lieu et place de sujets véritablement débattus en toute conscience et dont l'intérêt ou la préoccupation première devrait être la recherche du bien-être de l'Homme, les animateurs de la scène politique dans notre pays s'illustrent plutôt dans un schéma d'hypocrisie et de méchanceté.*

Par Crédo TETTEH

Ils ne se préoccupent en réalité que de leur propre survie et aisance sociétale tout en se cachant derrière certaines idées à faire croire que l'Humain ou le citoyen est au centre de leur lutte quotidienne et de tous les temps. En fait, ils jouent à la comédie et abusent des citoyens qui pour la plupart ne comprennent rien à l'hypocrisie et à la méchanceté qui définissent leurs " professionnels leaders " de la classe politique.

Comme du bétail, les citoyens sont exposés pour les bénéfices des hommes politiques qui rivalisent d'hypocrisie et de méchanceté pour se détruire les uns les autres sur l'autel d'ambitions démesurées. Sont-ils réellement préoccupés par le bien-être des populations ? Ne visent-ils pas plutôt leur propre ascension sociale ? N'est-ce pas leurs intérêts personnels qui les guident ? Tout en abusant ainsi de leurs militants, bref des populations qui dans la majorité des cas se comportent comme des moutons de panurge ?

## Une classe politique, spécialisée en coups bas et en dessous de la ceinture

Au Togo, la classe politique, toutes tendances confondues, pourraient avoir la palme académique s'il fallait juste s'en tenir à leur ingéniosité en coups bas, en destruction de leurs prochains et même adversaires politiques. Rien n'est fait, en réalité dans l'intérêt et à l'avantage des populations togolaises qu'ils prétendent pourtant ironiquement servir et défendre. L'essentiel pour ces hommes et femmes en politique, même s'ils n'ont pas le courage de l'afficher, c'est la recherche effrénée de leur propre aisance sociétale. Il faut critiquer à outrance, il faut végéter dans les stratégies de défiance de l'autorité pour espérer se faire une image, un nom tout en privilégiant les nuits comme des hiboux et sorciers malhonnêtes, les couloirs pour se repentir et démontrer à qui veut les entendre qu'ils font du théâtre politique, de la comédie politique.

A analyser la classe politique togolaise, on ne risque pas de se tromper au quart de tour en affirmant qu'elle végète tous les jours dans une rivière d'hypocrisie et de méchanceté gratuite. Pourquoi lui et pas moi ? Pourquoi tous les regards sont-ils tournés vers autrui et pas moi ? pourquoi et pourquoi ?

En réfléchissant à ces questionnements, le politicien togolais se comporte ainsi comme un animal féroce prêt à tout dévorer sur son passage. Parfois avec ruse mais la plupart du temps avec hypocrisie teintée d'une forte dose de méchanceté. Il faut tout faire alors pour piéger son allié

politique ou son adversaire. Bref, c'est la politique qu'on fait. Comme en business, il n'y a pas de pitié. Mais c'est lamentablement se tromper car l'art politique ne rime pas avec sorcellerie, avec hypocrisie, avec méchanceté gratuite.

Si vous voulez donc faire la politique au Togo, malgré tous les arsenaux dont on disposerait, il faudra s'armer non seulement de courage mais surtout d'une forte dose de patience et d'humilité pour encaisser des coups gratuits toute la journée. Il faut être disposé en retour à en donner pour un certain équilibre tout en montrant les dents blanches à qui veut les ausculter ? C'est ainsi que la politique est faite dans notre pays. Donner des coups même en dessous de la ceinture le temps d'une saison. Et espérer jouer les premiers rôles.

## Une classe politique de l'opposition spécialisée en autodestruction

S'il faut parler de l'animation de la vie politique dans notre pays, il faut bien évidemment citer une certaine classe de l'opposition à la dimension arc en ciel. Arc en ciel parce qu'elle ne sait pas au juste quelle posture adopter pour la réussite de ses actions politiques. Du coup, on a comme l'impression qu'elle végète dans un amateurisme suicidaire doublé d'une méchanceté à tous égards. Ils s'entredéchirent entre eux et offrent gratuitement à leurs militants une mauvaise image sinon exécrable. Ils sont spécialistes pas en passation des marchés mais surtout en coups bas. Ils ne se disent aucune vérité et se mentent à longueur de journée. Ils sont tout sauf véridiques et honnêtes. Ils sont hypocrites à haute dose et méchants volontairement. Ils ne se supportent pas. Ils ne s'aiment pas. Ils ne se souffrent pas. Ils se comportent comme des animaux féroces prêts à se dévorer à la moindre occasion. Place donc aux coups bas de toutes natures, aux coups en dessous de la ceinture.

Impossibilité donc pour eux de parler d'une seule voix pour espérer engranger des points essentiels. Résultats, ils sont toujours à la traîne et décorent un environnement politique qui leur échappe. Du moins pour ceux qui se prétendent intransigeants et radicaux. Un radicalisme dont la définition varie de fonction des intérêts et des saisons. Pas de saisons des mangues mais plutôt d'opportunités politiques. Bref, les politiques de l'opposition sont tout sauf vrais de vrais. Même s'il faut admettre que les politiques au pouvoir ne sont pas des anges célestes. Parce qu'ils souffrent aussi de certains maux internes qui les affaiblissent au jour le jour et les définissent également comme opportunistes. Il faut avoir le courage de le dire. La classe de l'opposition serait mieux organisée que le parti au pouvoir courait dans tous les sens et sans repos.

Mais, disons nous la vérité, l'opposition togolaise avec ses lacunes et tares n'inquiète guère le parti au pouvoir. Car le parti au pouvoir

connait bien les casseroles de tous. Ils se sont salis sur l'autel des intérêts personnels et aujourd'hui ne peuvent en réalité rien faire en toute conviction et sincérité. Je ne dirai pas qu'ils sont tous faux au sein de la classe de l'opposition mais ils ne sont pas si propres comme on le croirait. Ils se sont assez mouillés, salis et compromis. Et aujourd'hui, pour essayer encore de se donner une certaine image, ils sont condamnés à jouer à de la comédie politique et prétendre être ce qu'ils ne sont pas et ne seront peut-être jamais un jour car imbibés de la tête aux pieds. En résumé, ils essayent de se définir dans un étang impropre à la consommation. Ils sont tous, sans exception, mouillés de la tête aux pieds. Ils ne sont pas ce qu'ils prétendent être. Ils ne sont que des vendeurs d'illusions tels de commerçants ambulants circulant sous le chaud et tapant soleil, espérant sans conviction des lendemains meilleurs.

## Une guerre de tranchées entre les professionnels de l'opposition

Les leaders politiques de la classe de l'opposition politique togolaise ne s'aiment pas du tout. Ils ne peuvent même pas s'aimer car guidés par des intérêts personnels et morbides. Pour arriver à ses fins, chacun se cherche et piétine l'autre. Ils s'entredéchirent et laissent le boulevard au parti au pouvoir qui même miné à l'interne par des critiques et non des moindres, essaie de sortir la tête de l'eau. Tout n'est non plus rose à l'intérieur du parti au pouvoir. Il en existe également des opportunistes et des querelles de chapelles. Ne nous leurrons pas du tout. Cependant, ils font tout pour cacher cela. Leur arme, c'est vite taire leurs divergences et incompréhensions et s'accorder sur l'essentiel. Et ils réussissent jusqu'alors cet exploit. En face d'une opposition complètement désunie et guidée par des ambitions démesurées, faisant le lit à de l'hypocrisie et de la méchanceté gratuites.

## Les secousses de l'opposition par Jean-Pierre Fabre

Samedi dernier à Lomé, lors du congrès de son parti, l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre a secoué ses pairs de l'opposition lors de l'ouverture du 3ème congrès ordinaire de son parti.

Il les a ciblés dans un discours offensif et agressif à la limite. Tel, un chrétien catholique au confessionnal, le président de l'ANC n'a pas fait d'économie. Il a pointé du doigt l'opposition elle-même comme principale responsable du blocage démocratique. Ceci est aujourd'hui un secret de polichinelle certes, car nous l'avions toujours dit dans nos publications.

" Chers camarades, le système RPT-UNIR prospère sur nos querelles ", a vociféré le leader de l'Alliance nationale pour le changement (ANC). Par ce cri dans le désert, Jean-Pierre Fabre lance subtilement un appel à la classe de l'opposition à mettre fin aux divisions et



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson et M. Jean-Pierre Fabre

aux rivalités internes qui affaiblissent le front commun contre le régime en place. Mais devra-t-il lui-même répondre en premier à son propre appel, pour déblayer le terrain.

" Nous devons œuvrer à fédérer l'opposition sérieuse et responsable ainsi que la société civile pour préparer l'alternative crédible que le Togo attend depuis des décennies " a-t-il poursuivi sans grande conviction apparemment car connaissant très bien ses pairs de l'opposition avec leurs coups de marteau. Son appel à un rassemblement stratégique, loin des alliances de façade ou des agendas personnels sera-t-il entendu facilement ? Est-il pré-disposé lui-même ?

## Le différend entre Brigitte Adjamagbo-Johnson et Jean-Pierre Fabre

Si le président de l'ANC parle aujourd'hui " de fédérer l'opposition sérieuse et responsable ", il mesure bien ses mots après les avoir choisis méticuleusement. On se rappelle la brouille féroce entre les deux membres de l'opposition. L'un ayant trahi l'autre sur l'autel des ambitions démesurées. L'une voulant damer le pion à l'autre, voire l'enterrer politiquement et lui ravir son leadership.

C'est clair que le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) n'est plus prêt pour certaines alliances de façade qui vont plus le desservir et le tirer vers le bas, que l'élever, le propulser. Il tient tellement à son leadership qu'il ne commettra plus l'erreur de faire la compagnie d'aventuriers politiques ou de saisonniers.

En plus, avant encore toute possibilité, selon nos informations, Jean-Pierre Fabre attendrait les excuses publiques de dame Ouragan, Brigitte Adjamagbo-Johnson avant d'envisager une possible relation politique encore.

Nous savons tous que la coordonnatrice de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) ne représente rien du tout avec son parti la CDPA qui est au stade d'une messe de requiem. Elle ne surfe que sur les regroupements et alliances des temps nouveaux pour espérer jouer les premiers rôles et se rappeler à la mémoire des Togolais et profiter de toutes les occasions pour se hisser au diapason. Ce que Jean-Pierre Fabre n'avait pas vite compris et s'était fait lamentablement avoir. Il l'avait payé cash, le manque de sérieux politique et les dribbles de Brigitte Adjamagbo-Johnson.

Aujourd'hui donc, Jean-Pierre Fabre ne serait plus dans la même posture de commettre des gaffes. En

ce sens que Brigitte Adjamagbo-Johnson avait seulement profité de sa position, après avoir quitté dans des conditions troubles la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK), pour se refaire. Ne dit-on pas que le faiseur de roi subit toujours un triste sort de la part de son élève ?

## Des politiques immatures mutés en activistes de la société civile et en défenseurs des droits humains

Ils sont également légion, cette catégorie de politiques immatures, qui n'arrivent pas à se prendre en charge et qui se réfugient derrière les notions de société civile et de défenseurs de droits de l'homme pour foutre le bordel. Ambitieux démesurés, ils sont prêts à tout pour connaître une certaine gloire alambiquée. Pour espérer y parvenir, ils n'hésitent pas à salir tout sur leur passage à telle fin de s'attirer les bonnes grâces de ceux surtout qui ne comprennent rien à la chose politique et qui les prennent pour " des sauveurs ", sans savoir que ce sont des vendeurs d'illusions, des gens de peu de foi, irrespectueux des textes et lois et amuseurs publics. En réalité, ils ne s'égosillent que pour les intérêts de leurs ventres car ange le matin et diable la nuit. C'est justement leur spécialité et la plupart d'entre eux sont des agents doubles et honorent des missions secrètes et nauséabondes. Vous les verrez du matin au soir sur les réseaux sociaux et dans les groupes WhatsApp jouer au bon apôtre alors que ce sont eux-mêmes qui plombent tout et tout, rien que pour leur survie. Ils sont si orduriers qu'on penserait des gens vertueux si on ne sait pas lire entre les lignes.

Que ce soit les politiciens, les activistes des droits de l'homme et des réseaux sociaux, ils font partie d'un même ensemble des entiers naturels. Avec des défauts et des faiblesses inondant l'humanité toute entière.

Ne demeurent-ils pas tous, hypocrites et méchants les uns envers les autres ? Ne feraient-ils pas preuve d'ignorance et de fanatisme dans l'expression de leurs ambitions politiques ? Ne sont-ils pas tous les mêmes ?

En cherchant des réponses à ces interrogations, facilement on tomberait sur des évidences. La classe politique au Togo nage à longueur de journées entre hypocrisie et méchanceté. Le parti au pouvoir surfe encore sur les divisions internes à l'opposition. Et déroule tout bonnement son tapis. Avec ses forces et faiblesses, ses défauts et **qualités...**

Zozo

UMO-A-TITRES : LE TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS SOLLICITE 20 MILLIARDS FCFA SUR LE MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL



Le Trésor public togolais effectue une nouvelle sortie sur le marché des titres publics de la sous-région. Dans le viseur, une enveloppe de 20 milliards de francs CFA via des Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT).

Le Togo est de nouveau sur le marché financier régional. Le Trésor public togolais est à la recherche de 20 milliards de FCFA via des Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT).

L'opération va être clôturée le vendredi 23 mai prochain. Dans les détails, les OAT dont le nominal est de 10.000 FCFA, elles seront rémunérées sur une maturité de 3 ans et à un taux d'intérêt fixe de 6,25 % l'an. Les BAT sont d'un nominal de 1 million de FCFA, et seront émis sur une maturité de 182 jours, avec des taux d'intérêt multiples.

Notons que le Togo a déjà mobilisé, sur le marché financier régional, une enveloppe de 187,5 milliards francs CFA sur un objectif annuel de 332 milliards FCFA.

@macite.tg

CAFE & CACAO : VOICI LES PRIX INDICATIFS AUX PRODUCTEURS POUR LA PÉRIODE DU 16 AU 31 MAI 2025

Les prix indicatifs aux producteurs de café et cacao, pour la seconde moitié de ce mois de mai, sont désormais disponibles. Selon le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) pour la seconde moitié de ce mois de mai, se présentent comme suit :

- Café sain Robusta : 1.945 francs CFA ;
- Cacao qualité supérieure : 3.995 francs CFA.

Selon la CCFCC, " ces prix sont calculés relativement à l'échéance de juillet 2025 pour le café et le cacao ".

@macite.tg

LA CCI-TOGO EN JOURNÉE PORTES OUVERTES : LA CHAMBRE CONSULAIRE, UN ACTEUR ACTIF ET ENGAGÉ AUX SERVICES DES ENTREPRENEURS... (DR JOSÉ KWASSI SYMENOUGH)



Ce vendredi 16 mai est un jour spécial pour la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). En effet, c'est bien ce jour que la Chambre consulaire a choisi organisé, simultanément dans les autres régions économiques du pays, une journée portes ouvertes, afin de se faire mieux connaître par les opérateurs économiques, les jeunes entrepreneurs et du grand public.

Parti du constat selon lequel la Chambre consulaire est peu connue du grand public, et surtout, des acteurs incontournables du secteur privé, créateurs de richesses et d'emplois, l'initiative de cette journée portes ouvertes (JPO) de la CCI-Togo, organisée simultanément à Lomé et dans les cinq régions économiques du pays, se veut une réponse concrète à cette insuffisance. Elle est l'expression " d'une ferme volonté de proximité, d'écoute territoriale et d'écoute ".

A travers ce " constat d'un besoin d'information et de dialogue entre la Chambre et les opérateurs économiques, cette journée témoigne de notre volonté constante d'être à l'écoute des acteurs du secteur, de mieux répondre à leurs attentes et de renforcer notre rôle de partenaire de proximité dans le développement du secteur privé ", a expliqué le président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi Symenough, lors de la cérémonie de lancement de ces JPO. (...)

@macite.tg

CONSOMMATION :

Hausse de 1,0% des prix au 1er trimestre 2025

En avril 2025, la hausse de prix de certains produits des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,2%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+2,4%) a entraîné le renchérissement de 0,8% de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par rapport à son niveau d'avril 2024. Cependant, le niveau de l'indice a régressé pour la division de consommation "Transport" (-2,0%).

Evolution annuelle

En avril 2025, l'IHPC au Togo s'est établi à 103,8. Ce niveau d'indice, comparé à la situation d'avril 2024 (glissement annuel) a progressé de 0,8%. Cette variation s'explique par l'effet de la hausse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,2%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+2,4%). La hausse a été amortie par la baisse de l'indice de la division de consommation "Transport" (-2,0%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des produits " Hors Energie et Produits frais " (+0,6%) et des " Produits frais " (+1,6%) amortie par la baisse des prix des produits de l'"Energie" (-2,9%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par l'augmentation de prix des produits locaux (+1,5%) ralenti par la baisse des prix des produits "Importés" (-1,3%). La progression de prix des produits du secteur "Primaire" (+6,5%) amortie par la baisse de prix des produits du secteur "Secondaire" (-0,7%) a contribué à la hausse annuelle du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution annuelle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits " Non durables " (+2,2%) et des "Services " (+0,2%) ralenti par la baisse des prix des produits "Durables" (-0,4%). Par rapport à l'origine, la progression annuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+3,2%). Pour ce mois d'avril 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 2,5% contre 2,7% le mois précédent.

Glissement trimestriel

Comparativement à la situation de janvier 2025, le niveau général des prix en avril 2025 a connu une hausse de 1,0%. Cette augmentation est principalement due à la progression des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,0%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+2,6%)", fait savoir l'Inseed.

Toutefois la division de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-1,3%) a tiré l'indice vers le bas. Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des produits " Hors Energie et Produits frais " (+0,8%) et " Produits frais " (+2,3%) amortie par la baisse des prix des produits de l'"énergie" (-1,3%). S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits locaux (+1,3%) et des produits "Importés" (+0,3%).

La progression de prix des produits des secteurs "tertiaire" (+1,3%), "primaire" (+1,8%) et "Secondaire" (+0,4%) a contri-

bué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution trimestrielle est principalement induite par la progression du niveau des prix des " Services " (+1,3%) amortie par les prix des produits " Durables" (-0,2%). Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'" Origine UEMOA " (+1,5%).

Sur le mois...

Comparativement à la situation de mars 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une augmentation de 1,0%. Cette hausse est due à la montée du niveau des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,1%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+1,4%). La hausse de l'indice global est cependant ralenti par la diminution du niveau de l'indice de la division de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-3,9%).

La croissance du niveau des indices observée en avril 2025 est imputable au renchérissement des produits suivants : "Gingembre frais" (+7,6%) ; "Piment vert (gboyébessé)" (+124,2%) ; "Huile de palme" (+97,7%) ; "Tomates ovales locales" (+22,1%) ; "Persil" (+41,1%) ; "Citrons" (+88,9%) ; "Tomates rondes (pomme) locales" (+108,7%) ; "Piment rouge frais" (+9,0%) ; "Igname pour foufou (karachi)" (+9,9%) ; "Igname" (+5,9%) ; "Banane plantain mûre" (+8,4%) ; "Manioc frais (agbéli)" (+8,6%) ; "Fruit de baobab (alanga) au bol" (+6,7%) ; "Choux vert" (+6,8%) ; "Piment rouge sec" (+16,2%) ; "Tomates rondes (pomme) importées" (+3,5%) ; "Banane plantain non mûre" (+2,0%) ; "Aubergine locale" (+15,7%) ; "Poivron frais"



(+2,1%) ; "Tomates ovales importées" (+4,4%) ; "Viande fraîche de mouton au kg" (+5,8%) ; "Taro" (+8,6%) ; "Riz + sauce viande" (+0,5%) ; "Sodabi locale artisanale dans une buvette" (+0,7%) ; "Riz + sauce poisson" (+0,7%) ; "Chambre dans un hôtel haut standing" (+1,1%) ; "Bouillie de céréale sucrée" (+29,6%) et "Plat de kom + poisson frit" (+0,6%).

A contrario, les produits qui ont fait fléchir le niveau général des prix en avril 2025 sont : "Charbon de bois" (-12,1%) et "Valeur unitaire de la consommation en eau courante : diamètre z" (-3,0%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,1% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a connu une hausse de 0,5%. L'indice de prix des "Produits frais" a augmenté de 3,8% tandis que celui de l' " Energie " a baissé de 3,5%. Au regard de la provenance, les prix des produits " importés " et "locaux" ont connu des hausses respectivement de 0,6% et 1,1%. Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits des secteurs " Primaire " (+3,6%) et " Tertiaire " (+1,0%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'accroissement des prix des "Services" (+1,0%).

Par rapport à l'origine, la progression mensuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'" Origine UEMOA " (+1,4%).

Koudjoukabalo

AJUSTEMENT DES PRIX DE L'ENERGIE ELECTRICITE :

"La CEET ne peut plus soutenir la vente à perte" selon le Gouvernement

L'ajustement des prix à la hausse du kWh du courant électrique annoncé par le gouvernement passe difficilement auprès des clients et consommateurs des services de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET).

La Ligue des Consommateurs du Togo (LCT) parle d'étonnement quant à la publication d'un arrêté interministériel en date du 24 mars 2025, constatant l'augmentation des prix de la consommation électrique ainsi que pour l'éclairage public.

L'Association togolaise des consommateurs (ATC) constate avec surprise qu'il s'agit d'une augmentation soudaine et brusque, variant de 8% à 30% en considérant la réduction du nombre de kwh et l'augmentation du tarif par tranche, des prix du kilowatt heure de l'énergie électrique et note avec étonnement une diminution du nombre de kilowatt heure par tranche. Elle exprime sa profonde et vive indignation face à cette augmentation significative des prix de l'électricité qui va impacter négativement le pouvoir d'achat et la vie du consommateur togolais et surtout alourdir le fardeau des ménages défavorisés.

Nécessité fait loi...

Mais pour le gouvernement, c'est ce qu'il fallait faire ou alors le système de fourniture d'électricité s'écroulerait. Il s'explique : Parallèlement aux multiples investissements consentis, l'État s'est toujours préoccupé de maintenir le tarif de l'électricité inchangé depuis 2010 / 2011, soit 15 ans. C'est ainsi que le coût moyen du kilowatt heure vendu a été maintenu à 102 FCFA, tandis que les coûts de production et d'importation n'ont cessé d'augmenter en raison de la flambée des prix des combustibles, des inflations, etc.

De plus, la situation s'est aggravée récemment avec la crise énergétique sous

régionale due à la pénurie de gaz. Le coût moyen pour produire ou acheter 1 kWh est estimé à 145 FCFA. La CEET le revend aujourd'hui en moyenne à 102 FCFA, ce qui creuse un déficit qui ne peut plus être absorbé malgré les efforts du gouvernement. Cela veut dire que chaque kilowatt distribué provoque le déséquilibre financier de la CEET et creuse davantage sa dette. " La CEET ne peut plus soutenir la vente à perte, si nous voulons une continuité du service, car très vite elle ne pourra plus s'approvisionner. En vendant à perte, la CEET n'aura plus les capacités de faire des investissements dans la maintenance des infrastructures, dans l'exploitation des ouvrages, dans l'amélioration et l'extension du réseau électrique ", explique-t-on au MME.

L'ajustement des tarifs de l'électricité est donc devenu inévitable dans un contexte où la CEET vend à perte et a besoin de retrouver un équilibre financier afin de continuer à assurer la fourniture et la stabilité du service à tous les consommateurs. " Cet ajustement n'est pas une mesure isolée. Il s'inscrit dans un plan plus large pour stabiliser le secteur, relancer les investissements et mettre fin aux déséquilibres financiers. Sans cet effort collectif, le réseau continuera de se fragiliser et les délestages deviendront plus fréquents ", soutient-on au MME.

Pour les autorités, le chemin est certes difficile, mais les bases d'un système plus fiable, plus équitable et plus durable sont en construction. Elles rappellent que lors de la récente crise énergétique de l'année dernière qui s'est poursuivie jusqu'au début de cette année, l'État, a mobilisé 31 Milliards de FCFA pour soutenir le secteur, préserver la continuité du service et réduire le déficit énergétique préjudiciable à la vie économique et sociale du pays.

Des investissements massifs

Au ministère en charge de l'énergie, on fait savoir que le Togo connaît depuis plusieurs années une augmentation rapide de la demande en électricité. Ce besoin s'explique par la croissance des zones urbaines, le développement de l'économie et l'électrification progressive des milieux ruraux. Les besoins en électricité augmentent sans cesse avec l'urbanisation et le développement économique. Cependant, l'évolution de la demande en électricité se heurte à un défi structurel.

L'électricité distribuée aux ménages est d'une part importée auprès des voisins du Ghana et du Nigeria et, d'autre part, produite localement à partir du gaz ou du combustible liquide. Cette dépendance a amené l'État Togolais à déployer une politique volontariste visant la souveraineté énergétique et l'accès universel à l'électricité en 2030. À cet effet, plusieurs projets d'infrastructures de production ont été accélérés en tenant compte de la transition énergétique, notamment : la centrale en turbine à gaz de Kekeli, les centrales solaires à Blitta, Dapaong et Sokodé, l'extension du réseau électrique de transport et de distribution dans les centres urbains, l'électrification rurale, la modernisation des équipements, etc.

Le Gouvernement travaille donc à la mobilisation des investissements considérables et à une planification rigoureuse pour déployer les infrastructures durables nécessaires et à ce que tous les citoyens aient accès à l'électricité. À cet effet, le Projet d'Extension du Réseau Electrique de Lomé (PEREL) et le Projet de Réformes et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) sont en cours d'exécution afin d'améliorer la couverture en énergie électrique dans la zone urbaine. " Ces initiatives visent à étendre les réseaux électriques de moyenne et basse tension, à construire



des milliers de kilomètres de nouvelles lignes et des postes de transformation pour connecter plus de localités. Ainsi, ces projets ont déjà permis la construction de 652 postes MT/BT (Moyenne Tension/Basse Tension) opérationnels, et d'autres sont en cours de construction ", renseigne le ministère de l'énergie.

Privilégier le mix énergétique

La stratégie actuelle du gouvernement privilégie un mix énergétique diversifié, avec un accent sur les énergies renouvelables, qui peuvent être déployées plus rapidement et à une échelle plus adaptée aux besoins et aux ressources actuelles du pays, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition énergétique.

Le Gouvernement vise 50% d'énergies renouvelables composées d'hydroélectrique et solaire. A cet, informe le MME, en partenariat avec le gouvernement Togolais, la société Neo Themis Togo développe le projet d'aménagement hydroélectrique de Tététou sur le fleuve Mono dans le Haho. Le projet est réalisé suivant un schéma de producteur indépendant d'électricité (IPP). Une fois le projet finalisé et exécuté, Neo Themis Togo conclura un contrat d'achat d'électricité avec la Compagnie Energie Electrique du Togo et un contrat de concession avec l'Etat Togolais. Le projet sera financé par des institutions financières régionales et/ou internationales. " Le Togo s'est engagé à atteindre 100 % d'accès à l'électricité d'ici 2030. Ce chantier demande des choix responsables et une mobilisation continue ", fait comprendre le gouvernement.

Ali Samba

## CRISE A L'EST DE LA RDC :

# Les cofacilitateurs chez Faure Gnassingbé, médiateur de l'UA

**L**e Panel des facilitateurs de l'UA dans la crise à l'Est de la RDC composé de Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigeria, Uhuru Kenyatta, ancien Président du Kenya, Mokgweetsi Masisi, ancien Président du Botswana, Catherine Samba-Panza, ancienne Présidente de la République Centrafricaine et de Sahle-Work ZEWDE, ancienne Présidente de l'Éthiopie étaient chez le médiateur désigné de l'Union Africaine (UA) Faure Gnassingbé.

Ce dernier les a invités pour des échanges approfondis sur la médiation africaine à cette crise. " La rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rétablir la paix et la stabilité à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et à promouvoir des relations de bon voisinage, pacifiques et constructives entre la RDC et la République du Rwanda ", a indiqué un communiqué de la Présidence du Conseil du Togo qui précise que les discussions ont permis à Leurs Excellences d'harmoniser leurs vues sur la base du principe de fusion des processus de Nairobi et de Luanda et d'une approche unifiée des initiatives africaines.

Le Médiateur et le Panel des Facilitateurs ont insisté sur la nécessité d'articuler de manière cohérente les



Le médiateur de l'UA, Faure Gnassingbé, et le doyen des facilitateurs de l'UA Olusegun Obasanjo

actions des Facilitateurs et celles du Médiateur dans un cadre intégré. Ils ont également mis en avant l'importance d'une collaboration renforcée avec les organisations régionales, notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), ainsi qu'avec des partenaires internationaux tels que le Qatar et les États-Unis d'Amérique.

Le Médiateur et le Panel des Facilitateurs ont salué les récentes démonstrations de bonne volonté de la part des protagonistes du conflit et leur engagement en faveur des moyens diplomatiques de règlement

pacifique du conflit.

Sur ces réseaux sociaux, Faure Gnassingbé a écrit ceci : " C'est avec optimisme et foi en l'avenir du continent que j'ai présidé ce jour à Lomé, en tant que médiateur de l'Union africaine pour la crise à l'Est de la RDC, la première réunion du panel des cofacilitateurs. Ces échanges avec les éminents cofacilitateurs, porteurs d'espoir ont permis d'harmoniser les vues et de poser les bases d'une coordination fluide et inclusive ", saluant le soutien affirmé des partenaires et contributeurs internationaux notamment les États-Unis, et l'ONU dont l'engagement à ses côtés confirme la pertinence et la maturité de la démarche

enclenchée pour le retour de la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Cette partie de la RDC est actuellement occupée par les rebelles du M23 qui ont conquis les villes stratégiques de Goma et de Bukavu. Le Rwanda est accusé par la communauté internationale d'apporter un soutien massif aux rebelles qui pillent les ressources de la RDC. " En prenant le contrôle de villes clés, comme Goma et Bukavu, le M23 cherche à étendre son emprise sur le territoire et à faire pression sur Kinshasa afin de peser dans d'éventuelles négociations politiques ", indiquait les observateurs de la crise congolaise.

Faure Gnassingbé et son quintet de facilitateurs doivent donc cravacher dur pour ramener d'abord les parties en conflits à la table de négociation et ensuite esquisser les accords de paix pour l'Est de la RDC. Le 25 Avril dernier, dans une déclaration signée à Washington par leurs ministres des Affaires étrangères, en présence du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, la RDC et le Rwanda se sont engagés sur une voie permettant de régler leurs différends grâce à des moyens pacifiques, ancrés dans la diplomatie et la négociation plutôt que par un recours à la force ou à des discours hostiles.

Ali Samba

## SANTÉ/PALUDISME :

# Baisse de 4% du taux de décès pour 100 000 hbts en 2024

**L**ongtemps considéré comme une lune fatale dans les régions tropicales, le paludisme perd progressivement du terrain au Togo. Grâce à une combinaison d'actions ciblées, d'innovations et de mesures sociales, le pays est parvenu à faire reculer nettement la maladie en 2024.

L'incidence du paludisme est passée de 286 cas pour 1 000 habitants en 2023 à 258 cas pour 1 000 habitants en 2024. À la faveur d'une politique de santé publique rigoureuse, le Togo parvient non seulement à réduire les cas de paludisme, mais également à abaisser la mortalité hospitalière associée à cette maladie. En effet, en 2024, le taux de décès pour 100 000 habitants est descendu à 11,7 %, contre 15 % l'année précédente.

**Une tendance de fond amorcée depuis plusieurs années**

Entre 2015 et 2021, selon le Rapport mondial sur le paludisme publié en 2022, le Togo a réussi à réduire l'incidence de près de 40 % et la mortalité de près de 50 %. Une trajectoire encourageante, que les performances de 2024 viennent prolonger.

Au cœur de la stratégie togolaise, la protection des enfants de moins de 5 ans figure comme une priorité absolue. Ces derniers bénéficient d'une prise en charge gratuite du paludisme grave, ce qui a permis de réduire considérablement la létalité dans cette tranche d'âge particulièrement exposée. En 2017, la létalité chez les moins de cinq ans s'élevait à 4,08 %. En 2021, elle était tombée à 2,5 %.

**Une prévention de masse qui porte ses fruits**

Outre la gratuité des soins pour les plus jeunes, la prévention reste un pilier central de la lutte. Et sur ce ter-



Un bébé sous une moustiquaire

rain, l'exécutif a déployé les grands moyens. L'arme principale : les moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action (MILDA), distribuées gratuitement à travers tout le pays lors de vastes campagnes nationales.

En effet, face à un fléau sanitaire qui menace des vies et freine le développement, le Togo poursuit sa lutte déterminée contre le paludisme, en multipliant les campagnes de prévention et de protection des populations. " Il est question d'un geste à fort impact social. Chaque moustiquaire remise à une famille est bien plus qu'un simple tissu imprégné " admet le gouvernement. En empêchant les moustiques vecteurs du parasite de sévir au sein des habitations, ces moustiquaires contribuent directement à la baisse du nombre de cas et de décès liés au paludisme.

**Un déploiement à l'échelle nationale**

Depuis plusieurs années, les autorités sanitaires, en partenariat avec des organisations internationales, entreprennent des campagnes de distribution à grande échelle. Les opérations sont méticuleusement planifiées, afin d'atteindre chaque foyer, du Grand

Lomé aux villages les plus enclavés des Savanes, en passant par les régions de la Kara, des Plateaux, de la Centrale et de la Maritime. Les autorités sanitaires indiquent que le nombre de moustiquaires imprégnées d'insecticide distribuées en 2024 a couvert beaucoup de foyers, les sauvant ainsi du pire.

Dans le Grand Lomé, par exemple, 119 259 moustiquaires ont été données par les agents choisis pour mener à bien l'opération. Dans la région maritime, le nombre est de 84 712. En tout, dans la région des Plateaux, ce sont 117 770 moustiquaires qui ont été remises aux populations pour se protéger des moustiques et donc de la maladie. Dans la région centrale, 61 437 moustiquaires ont été livrées aux ménages.

Les régions de la Kara et des Savanes s'en sortent respectivement avec 78 450 et 86 676 moustiquaires. Le nombre total de moustiquaires distribuées dans toutes les régions est alors de 548 304, un chiffre qui illustre bien l'engagement des pouvoirs publics à barrer la voie au paludisme, considéré comme l'une des maladies les plus mortelles au monde.

Grâce à ces efforts soutenus, le

Togo enregistre une diminution progressive de l'incidence du paludisme, traduisant l'efficacité de cette politique préventive. Les indicateurs de mortalité, eux aussi, amorcent une baisse significative, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes, cibles prioritaires de ces actions. En 2023, plus de 6,6 millions de ces moustiquaires ont été distribuées, une prouesse logistique et humaine qui a permis de renforcer considérablement la protection des ménages.

**Innovation**

Mais 2024 restera aussi comme l'année d'une avancée médicale majeure dans la lutte contre le paludisme au Togo. Le 28 novembre, le pays a introduit la chimioprévention chez les nourrissons, une stratégie préventive qui consiste à administrer un traitement antipaludique à faible dose en plusieurs phases.

Désormais, lors des rendez-vous de vaccination, les bébés recevront un traitement préventif en quatre doses, leur garantissant une protection continue contre le paludisme pendant les périodes de forte transmission. Cette innovation s'appuie sur une stratégie intégrée des soins de santé primaires et s'inscrit dans le Plan stratégique national 2023-2026. Aligné sur la Feuille de route gouvernementale 2025 et le Plan national de développement sanitaire, ce document de pilotage repose sur une démarche inclusive et participative. Son objectif est de réduire significativement le fardeau du paludisme d'ici à 2026 et d'améliorer durablement l'état de santé de la population. Le coût global du plan s'élève à plus de 153 milliards de francs CFA.

La Rédaction

## ZOZO

VARIOLE DU SINGE (MPOX) : UN CAS CONFIRMÉ À LOMÉ...  
LES MESURES À PRENDRE



Le ministère de la Santé a confirmé, le vendredi 16 mai dernier, un cas de variole du singe (Mpxv), dans le district sanitaire du Golfe, dans le Grand Lomé. Il s'agit d'une femme de 22ans, qui est prise en charge dans service de traitement de maladies infectieuses.

Dans un communiqué en date du vendredi 16 mai 2025, le ministère de la Santé a annoncé un cas confirmé de variole du singe (Mpxv) dans le district sanitaire du Golfe (Grand Lomé). La patiente, une femme de 22 ans, est actuellement prise en charge par les services spécialisés, notamment en maladies infectieuses.

Pour circonscrire la maladie, plusieurs mesures urgentes ont été prises, notamment le renforcement de la surveillance épidémiologique, la mise en place d'un système d'alerte précoce, l'organisation de la prise en charge médicale, l'intensification des actions de sensibilisation, ...

Face à cette situation, la population est appelée à plus de vigilance et à adopter des comportements responsables, tels que le lavage régulier des mains avec de l'eau propre et du savon, la protection du nez et de la bouche en cas de toux ou d'éternuement. De plus, il faudrait éviter tout contact avec les liquides biologiques, les lésions cutanées ou le sang d'une personne suspectée. Il est aussi recommandé, en cas de suspicion, de se rendre au centre de santé le plus proche lever le doute et pour une prise en charge rapide et adéquate.

Notons que la variole du singe peut être guérie si elle est prise en charge précocement. Il s'agit d'une maladie virale contagieuse. Elle touche toutes les catégories d'âges, et se transmet par voie sexuelle ou par l'usage d'objets contaminés, ou par contact avec un animal infecté. Le Mpxv se manifeste généralement par de la fièvre et des éruptions cutanées, et peut entraîner, dans certains cas, le décès.

@macite.tg

## LE COLLÈGE MILITAIRE EYADAMA RECRUTE

Le Collège militaire Eyadema (CME) s'appare à accueillir de nouveaux élèves dans le cadre de la rentrée scolaire 2025-2026. Le ministère des Armées vient de lancer un concours de recrutement dans ce sens. Celui-ci, prévu le mardi 15 juillet prochain, se déroulera à Lomé, Tsevié, Témédja, Sokodé, Kara et Dapaong. Il est destiné aux " enfants de troupe de sexe masculin pour les classes de sixième (6ème) et de seconde (A, S, F2, F3) ".

Pour la classe de 6ème, les candidats doivent être âgés de 11 à 13 ans et avoir obtenu le CEPD avec au moins 112 points. Quant aux classes de seconde, les candidats doivent être âgés de 16 ans au plus, avoir obtenu le BEPC avec une moyenne de 16/20 et n'avoir jamais été exclus du Collège militaire Eyadema. Les dossiers de candidature, dont la composition est à retrouver sur le portail électronique du ministère des Armées, sont à déposer à partir de ce lundi 19 mai jusqu'au vendredi 20 juin 2025 au secrétariat de la division formation de l'Etat-major général des FAT à Agoè-Nyivé pour les candidats de Lomé, et dans les brigades de gendarmerie des chefs-lieux des régions pour ceux de l'intérieur du pays.

Source : @Republiquetogolaise.com

## CYBERSÉCURITÉ : LE MODÈLE TOGOLAIS PARTAGÉ À GENÈVE

Le Togo, représenté par Cyber Defense Africa (CDA), a participé les 13 et 14 mai à Genève (Suisse), à la 27<sup>e</sup> édition de la Conférence mondiale sur le renforcement des capacités en cybersécurité. L'événement, porté par plusieurs institutions internationales, s'inscrit dans le prolongement des assises d'Accra, organisées il y a deux ans.

Intervenant sur deux panels stratégiques consacrés aux partenariats public-privé et la construction des cyber capacités, le Togo a partagé son approche, caractérisée depuis 2019 par une collaboration structurante entre l'Etat et le spécialiste mondial Asesco, une institutionnalisation de la cybersécurité avec la création d'une agence nationale (ANCy), et une dynamique d'ouverture, avec l'organisation du tout premier sommet continental sur la question.

"Le Togo ne se contente pas de participer à la conversation globale sur la cybersécurité. Il y contribue avec méthode", a affirmé le directeur général de CDA, Simon Melchior lors des échanges.

Pour rappel, selon les indicateurs du Global Cybersecurity Index (GCI) de l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Togo est le pays ayant enregistré la plus forte progression mondiale entre 2018 et 2024, en ce qui concerne l'engagement des nations en matière de cybersécurité.

Source : @Republiquetogolaise.com

# Compte Epargne Enfant

Parce que demain se prépare aujourd'hui.





CORIS MONEY  
Simple et cool !



**PAYEZ VOS  
FACTURES**

**FRAIS DE  
RETRAIT**



**CEET  
CASH  
POWER  
TDE**



Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

**SIMPLE & COOL**

par





© - voodoo

# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir  
la possibilité de gagner 200%  
de bonus et des smartphones



yas.tg

#Alèz

250F  
**250Mo**

+100F  
**375Mo**

1 jour  
**\*909\*250#**